



# Le Quotidien

## Statistique Canada

**Le mercredi 29 novembre 2006**  
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

### Communiqués

---

<b>Balance des paiements internationaux du Canada, troisième trimestre de 2006</b>	<b>2</b>
L'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde a augmenté de 0,4 milliard de dollars au troisième trimestre pour s'établir à 5,1 milliards de dollars. Dans le compte capital et financier, le Canada a accru son actif international pendant le trimestre, surtout grâce à un niveau record d'acquisitions de titres étrangers par les investisseurs de portefeuille.	
<b>Indices des prix des produits industriels et des matières brutes, octobre 2006</b>	<b>8</b>
La diminution des prix des produits du pétrole et du pétrole brut a fait baisser les prix des produits manufacturés et des matières brutes pour un troisième mois d'affilée en octobre.	
Emploi, rémunération et heures de travail, septembre 2006	13
Restaurants, traiteurs et tavernes, septembre 2006	15
Emploi au sein de l'administration publique fédérale dans les régions métropolitaines de recensement, septembre 2006	17
Emploi dans le secteur public, troisième trimestre de 2006	18
Volaille et oeufs, 2006	19
<b>Nouveaux produits</b>	<b>20</b>

---



## Communiqués

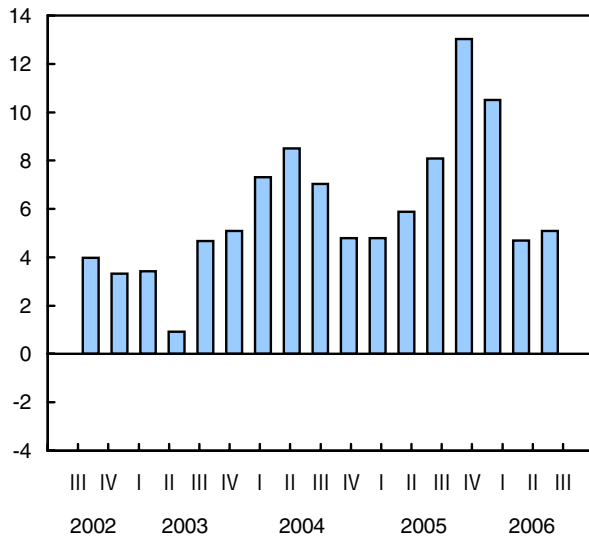
### Balance des paiements internationaux du Canada

Troisième trimestre de 2006

L'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a augmenté de 0,4 milliard de dollars au troisième trimestre pour s'établir à 5,1 milliards de dollars. Après avoir connu quatre trimestres de fluctuations considérables, l'excédent au chapitre des biens a peu varié, et le déficit au chapitre du revenu de placements a fléchi sous l'effet de l'augmentation des recettes.

#### Solde du compte courant

En milliards de dollars      Données désaisonnalisées



Dans le compte capital et financier (non désaisonnalisé), le Canada a accru son actif international pendant le trimestre, surtout grâce à un niveau record d'acquisitions de titres étrangers par les investisseurs de portefeuille. Les investissements les plus considérables des investisseurs étrangers directs en près de six ans ont relevé le passif du Canada vis-à-vis de l'étranger, et ont effacé une partie de l'augmentation de l'actif.

#### Note aux lecteurs

La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le compte courant et le compte capital et financier.

Le **compte courant** porte sur les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements et les transferts courants. Les transactions, telles que les exportations et les revenus d'intérêt, correspondent à des recettes, alors que les importations et les versements d'intérêt correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un **surplus** ou un **déficit** au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions liées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (l'actif du Canada), soit à des étrangers (le passif du Canada). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

Un solde du compte courant en surplus ou en déficit doit correspondre à une sortie ou à une entrée de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En fait, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes de la balance des paiements s'égalisent rarement. Par conséquent, la **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée qui vient combler cet écart.

#### Compte courant

##### Léger recul de l'excédent au chapitre des biens

L'excédent au chapitre des biens a régressé de 0,7 milliard de dollars pour s'établir à 12,2 milliards de dollars au troisième trimestre, soit le plus faible niveau observé en plus de trois ans. Les exportations ont rebondi et sont revenues à leur niveau du premier trimestre, tandis que les importations ont poursuivi leur progression.

Les exportations se sont accrues de 2,0 milliards de dollars et ont atteint 114,8 milliards de dollars au troisième trimestre. Les fortes hausses des prix à l'exportation des métaux et des alliages et, dans une mesure moindre, des minerais métalliques ont contribué à l'accroissement de 2,0 milliards de dollars de la valeur des exportations de biens industriels. Il s'agit de la septième augmentation consécutive pour ce groupe de produits.

Les aéronefs, les moteurs et les pièces ont connu une remontée de 0,7 milliard de dollars qui en a porté la

valeur à 4,0 milliards de dollars, soit leur plus haut niveau enregistré depuis le début de 2003, mais ce dernier se situe en deçà du sommet de 5,4 milliards de dollars observé à la fin de 2001.

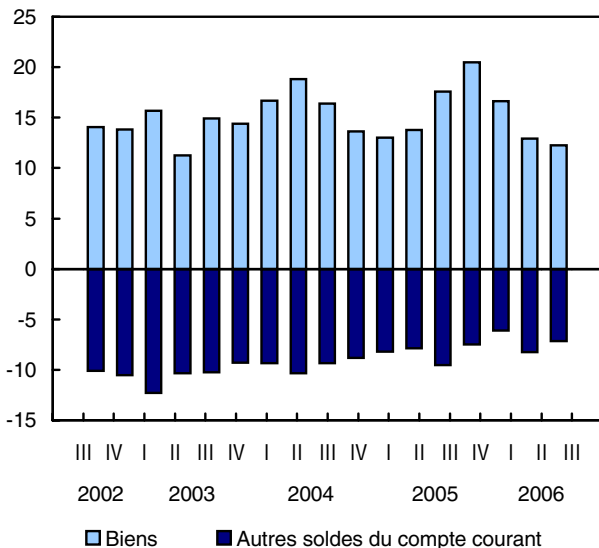
Ces augmentations ont été partiellement effacées par une troisième grande baisse consécutive des produits de l'automobile. Chacune des trois principales composantes (les voitures, les camions et les pièces) a reculé pendant le trimestre. Au cours des deux derniers trimestres, les produits de l'automobile ont affiché leurs plus faibles niveaux d'exportation observés en huit ans.

La valeur des exportations de produits énergétiques, qui a connu d'importantes fluctuations au cours de la dernière année, est demeurée inchangée. Au cours de ce trimestre, les prix et les volumes n'ont que peu varié.

### Solde des biens et autres soldes du compte courant

En milliards de dollars

Données désaisonnalisées



Les importations ont augmenté de 2,7 milliards de dollars et ont atteint un sommet de 102,6 milliards de dollars au troisième trimestre. Les produits de l'automobile ont enregistré la plus forte croissance, soit 0,9 milliard de dollars, les voitures et les camions représentant la grosse part de cette hausse.

La valeur des importations de machines et de matériel a crû de 0,8 milliard de dollars et a atteint 28,8 milliards de dollars, poursuivant la progression amorcée au premier trimestre de 2004.

Les importations de produits énergétiques ont augmenté de 0,3 milliard de dollars et ont atteint un sommet de 9,7 milliards de dollars. L'accroissement des importations de pétrole brut a été dans une large

mesure effacé par la diminution des importations d'autres produits énergétiques.

### Le déficit au chapitre du revenu de placements se referme

Le déficit au chapitre du revenu de placements s'est contracté de 1,1 milliard de dollars, pour s'établir à 3,2 milliards de dollars, les bénéfices réalisés par les investisseurs directs canadiens à l'étranger atteignant 7,4 milliards de dollars, soit un niveau qui n'a été dépassé qu'une fois auparavant.

La croissance de 0,9 milliard de dollars des bénéfices au chapitre des investissements directs canadiens à l'étranger se répartissait entre une augmentation des dividendes et une hausse des bénéfices réinvestis. Les secteurs des minerais métalliques et de la finance et des assurances ont affiché les plus fortes augmentations de bénéfices au cours du troisième trimestre.

Les intérêts reçus sur les obligations et les instruments du marché monétaire étrangers ont atteint 1,5 milliard de dollars, en hausse de 50 % par rapport au troisième trimestre de 2005, les investisseurs canadiens ayant accru rapidement leur portefeuille de ces instruments.

Les bénéfices sur les investissements directs étrangers au Canada sont demeurés stables au troisième trimestre. Cependant, ces entreprises canadiennes ont déclaré moins de dividendes, ce qui a haussé le niveau des bénéfices non répartis.

### Nouvelle hausse légère du déficit des services

Le déficit des services a peu varié au troisième trimestre, ayant augmenté de 0,1 milliard de dollars. L'accroissement des déficits au chapitre des voyages et des transports a été partiellement effacé par une diminution du déficit des services commerciaux.

Le déficit au chapitre des voyages s'est accru de 0,3 milliard de dollars pour atteindre 1,9 milliard de dollars parce que moins de résidents des États-Unis ont visité le Canada et que plus de Canadiens, surtout ceux qui ont passé au moins une nuit à l'étranger, se sont rendus aux États-Unis.

Le nombre de visiteurs étrangers venus au Canada a chuté pour un huitième trimestre consécutif, alors que le nombre de Canadiens qui ont voyagé à l'étranger a augmenté pour un huitième trimestre consécutif. Pendant cette période, le déficit au chapitre des voyages a doublé.

Le déficit des services commerciaux a fléchi pour se chiffrer à 0,8 milliard de dollars, après avoir connu deux trimestres au-dessus de 0,9 milliard de dollars.

Cela a été attribuable dans une large mesure à une diminution du déficit des services financiers à la suite des paiements élevés effectués au deuxième trimestre.

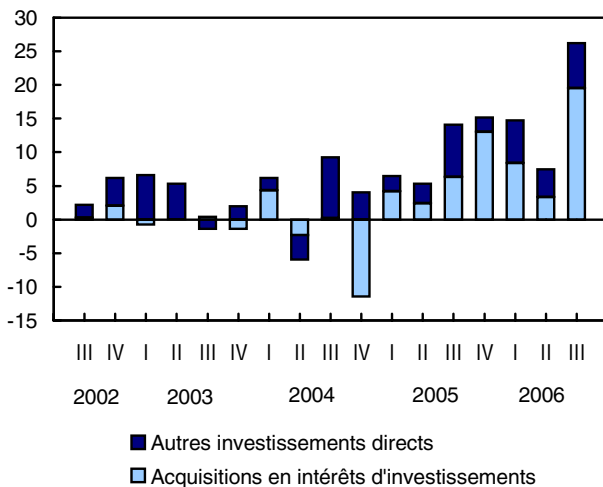
### Compte financier

#### Flambée d'investissements directs étrangers au Canada sous forme de prises de contrôle

Les investissements directs étrangers dans l'économie canadienne ont presque quadruplé pour atteindre 26,2 milliards de dollars au troisième trimestre. Ces importants investissements sont expliqués principalement par l'acquisition d'une grande société canadienne. Par secteur industriel, les investissements sont allés principalement dans le secteur de l'énergie et des minerais métalliques (81 %). Par région géographique, ils provenaient principalement des investisseurs britanniques, et dans une certaine mesure également des investisseurs américains et d'autres pays d'Europe.

#### Investissements directs étrangers au Canada

En milliards de dollars



#### Les investissements directs à l'étranger toujours soutenus

Les investisseurs directs canadiens ont maintenu leurs robustes investissements dans les économies étrangères (10,6 milliards de dollars), tout comme cela a été le cas au deuxième trimestre. Les investissements ont consisté principalement en injections de fonds de roulement et en réinvestissements de bénéfices, les

investissements par voie d'acquisitions n'étant plus qu'environ la moitié de ceux du trimestre précédent. Dans une perspective sectorielle, les investissements ont été concentrés dans deux secteurs, soit dans celui de la finance et des assurances et dans celui de l'énergie et des minerais métalliques. De même, les investissements directs ont été concentrés dans deux principales régions : les économies asiatiques et les États-Unis.

#### Niveau record d'investissements en titres étrangers

Les Canadiens ont acheté des titres étrangers pour un montant record de 21,3 milliards de dollars au cours du troisième trimestre, dont les deux tiers en titres d'emprunt. Au cours des trois premiers trimestres de 2006, les Canadiens ont réalisé des investissements en titres étrangers pour un impressionnant montant de 61,6 milliards de dollars, soit presque autant que l'investissement annuel record de 63,9 milliards de dollars enregistré en 2000.

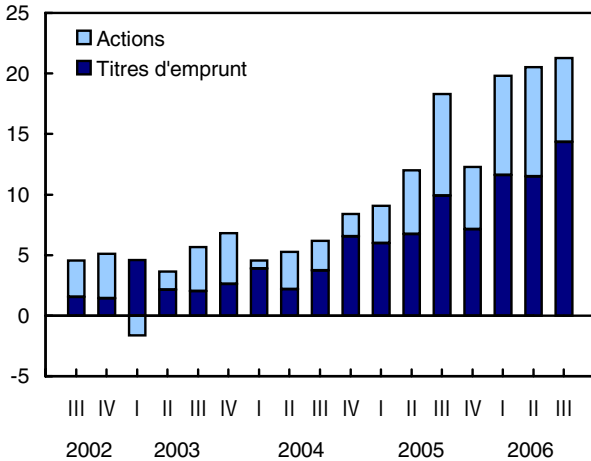
Au troisième trimestre, les acquisitions canadiennes d'obligations étrangères sont demeurées vigoureuses à 9,3 milliards de dollars, après avoir connu des achats record lors des deux trimestres précédents. Au troisième trimestre, plus de 80 % ont servi à acheter des obligations non américaines, pour un total de 7,6 milliards de dollars, soit un autre sommet. Un peu moins de la moitié des investissements ont été dirigés vers des obligations «Feuille d'érable». Les investisseurs étrangers financent leur dette au Canada depuis un certain temps déjà. En règle générale, les obligations sont libellées en dollars canadiens et sont vendues à des investisseurs institutionnels.

Les Canadiens ont aussi procédé à des achats inégalés de 5,0 milliards de dollars d'instruments du marché monétaire étranger, soit plus du double du précédent sommet. Les deux tiers des acquisitions au cours du troisième trimestre ont porté sur des effets d'outre-mer, et le reste, sur des effets américains. Comme pour les obligations «Feuille d'érable», les effets étrangers libellés en dollars canadiens ont commencé à gagner en popularité, ayant enregistré des achats de 4,2 milliards de dollars au cours du trimestre. De ce montant, 85 % ont été émis par des sociétés financières européennes.

Alors que les investissements en actions étrangères ont été plus faibles qu'au cours des deux premiers trimestres, les investisseurs canadiens ont procédé à des achats non négligeables de 6,9 milliards de dollars lors du troisième trimestre. Ces investissements étaient répartis également entre les actions américaines et les actions d'outre-mer.

### Investissements canadiens de portefeuille à l'étranger<sup>1</sup>

En milliards de dollars



1. Signes renversés de la balance des paiements.

### Faible niveau d'investissements étrangers en titres canadiens

Les placements de portefeuille étrangers en titres canadiens ont été d'à peine 1,2 milliard de dollars au cours du trimestre. La totalité des investissements étaient en obligations canadiennes, les investisseurs étrangers ayant vendu environ les mêmes montants d'actions et d'instruments du marché monétaire.

Les investisseurs étrangers ont acheté pour 3,5 milliards de dollars d'obligations canadiennes après en avoir vendu au cours des quatre trimestres précédents. Les investisseurs étrangers ont été attirés surtout par les obligations émises par des entreprises fédérales et d'autres sociétés, et surtout par les nouvelles émissions. Les rachats ont amené les investisseurs étrangers à réduire leurs avoirs en obligations du gouvernement fédéral. Selon la devise, les non-résidents ont acheté pour 5 milliards de dollars d'obligations canadiennes libellées en dollars américains, mais ont vendu des obligations libellées en dollars canadiens et autres devises étrangères.

Les investisseurs étrangers se sont départis d'une partie de leurs avoirs en instruments du marché monétaire, après avoir connu trois trimestres d'achats soutenus atteignant 9,7 milliards de dollars. Au troisième trimestre, les non-résidents ont réalisé des

ventes pour un montant de 1,2 milliard de dollars en titres émis par les administrations publiques, essentiellement des entreprises fédérales. Sur une base géographique, les ventes ont été effectuées par des investisseurs des États-Unis et d'Europe.

Après avoir connu deux trimestres d'achats robustes provenant de l'étranger, les investisseurs ont revendu une faible partie de leurs avoirs en actions canadiennes au troisième trimestre. Ils ont vendu pour 1,1 milliard de dollars d'actions au cours du trimestre, après en avoir acquis pour 17,1 milliards de dollars au cours des deux trimestres précédents.

### Opérations liées aux dépôts, aux prêts et aux réserves

Le compte des autres investissements a dégagé une sortie nette modérée de 4,1 milliards de dollars. Cette sortie était liée principalement aux augmentations des comptes des dépôts nets et des autres investissements, tandis que les actifs des réserves internationales officielles du Canada sont demeurés pratiquement inchangés. Le dollar canadien a clôturé le trimestre à 89,5 cents US, soit à peu près au même niveau qu'au deuxième trimestre, alors que le dollar s'était apprécié considérablement par rapport à la devise américaine. La tenue du dollar par rapport à la plupart des autres grandes devises étrangères a été variable.

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0001 à 376-0017 et 376-0035.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1534, 1535, 1536 et 1537.**

Le numéro du troisième trimestre de 2006 de *Balance des paiements internationaux du Canada* (67-001-XIF, gratuit) paraîtra sous peu.

Les données de la balance des paiements internationaux pour le quatrième trimestre de 2006 seront diffusées le 1<sup>er</sup> mars 2007.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-1855 ([infobalance@statcan.ca](mailto:infobalance@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Arthur Berger au 613-951-3619 ou avec Denis Caron au 613-951-1861, Division de la balance des paiements.

□

**Balance des paiements**

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
Données non désaisonnalisées							
en millions de dollars							
<b>Compte courant</b>							
<b>Recettes</b>							
Biens et services	131 581	135 153	128 457	132 553	131 555	492 984	518 028
Biens	112 599	120 045	113 598	116 103	112 756	429 121	453 060
Services	18 982	15 108	14 859	16 450	18 799	63 863	64 968
Revenus de placements	11 307	13 559	14 692	13 698	14 309	37 532	48 199
Investissements directs	5 467	7 686	8 468	7 140	7 429	20 677	25 994
Investissements de portefeuille	3 208	3 455	3 505	3 700	3 900	10 182	12 644
Autres investissements	2 631	2 418	2 720	2 858	2 980	6 673	9 561
Transferts courants	1 816	2 128	3 044	2 072	2 118	7 427	8 066
<b>Recettes du compte courant</b>	<b>144 704</b>	<b>150 839</b>	<b>146 193</b>	<b>148 323</b>	<b>147 983</b>	<b>537 943</b>	<b>574 293</b>
<b>Paiements</b>							
Biens et services	115 462	117 945	117 812	125 336	121 149	440 218	466 896
Biens	95 584	98 649	96 958	104 749	100 272	363 639	388 210
Services	19 878	19 296	20 854	20 586	20 877	76 580	78 686
Revenus de placements	17 027	17 082	16 834	17 870	16 804	62 346	67 010
Investissements directs	8 338	8 082	6 618	8 411	7 339	27 489	30 953
Investissements de portefeuille	6 848	6 765	6 151	6 147	6 283	28 139	27 192
Autres investissements	1 842	2 234	4 066	3 312	3 182	6 717	8 865
Transferts courants	1 817	1 985	3 471	1 653	1 902	7 746	8 585
<b>Paiements du compte courant</b>	<b>134 306</b>	<b>137 011</b>	<b>138 118</b>	<b>144 859</b>	<b>139 855</b>	<b>510 310</b>	<b>542 491</b>
<b>Soldes</b>							
Biens et services	16 119	17 208	10 645	7 217	10 406	52 765	51 132
Biens	17 015	21 396	16 641	11 353	12 484	65 482	64 850
Services	-896	-4 188	-5 996	-4 136	-2 078	-12 717	-13 718
Revenus de placements	-5 720	-3 523	-2 142	-4 173	-2 495	-24 814	-18 811
Investissements directs	-2 870	-397	1 850	-1 271	90	-6 812	-4 960
Investissements de portefeuille	-3 640	-3 310	-2 646	-2 448	-2 383	-17 957	-14 548
Autres investissements	790	184	-1 346	-454	-202	-44	696
Transferts courants	-1	143	-427	419	217	-319	-519
<b>Solde du compte courant</b>	<b>10 398</b>	<b>13 828</b>	<b>8 076</b>	<b>3 464</b>	<b>8 128</b>	<b>27 633</b>	<b>31 802</b>
<b>Compte capital et financier<sup>1,2</sup></b>							
<b>Compte capital</b>	<b>1 769</b>	<b>979</b>	<b>1 007</b>	<b>998</b>	<b>914</b>	<b>4 449</b>	<b>5 932</b>
<b>Compte financier</b>	<b>-7 236</b>	<b>-5 857</b>	<b>-10 433</b>	<b>-2 322</b>	<b>-8 574</b>	<b>-36 956</b>	<b>-35 109</b>
<b>Actif du Canada, flux nets</b>							
Investissements directs canadiens à l'étranger	-12 786	-11 105	-8 143	-11 552	-10 575	-56 274	-41 300
Investissements de portefeuille	-18 291	-12 297	-19 817	-20 528	-21 275	-24 369	-51 652
Obligations étrangères	-9 234	-6 496	-10 613	-12 603	-9 334	-15 290	-27 615
Actions étrangères	-8 407	-5 187	-8 199	-9 054	-6 938	-8 092	-21 947
Instruments du marché monétaire étranger	-651	-614	-1 005	1 129	-5 002	-987	-2 089
Autres investissements	-13 277	9 238	-20 252	-20 235	-12 595	-7 396	-22 164
Prêts	-251	5 229	-1 936	-4 317	-6 401	3 505	8 529
Dépôts	-12 911	11 043	-12 012	-16 211	-3 772	-10 666	-15 688
Réserves internationales officielles	1 092	108	-3 637	909	52	3 427	-1 653
Autres actifs	-1 207	-7 141	-2 667	-616	-2 474	-3 662	-13 352
<b>Total de l'actif du Canada, flux nets</b>	<b>-44 355</b>	<b>-14 164</b>	<b>-48 213</b>	<b>-52 314</b>	<b>-44 445</b>	<b>-88 039</b>	<b>-115 116</b>
<b>Passif du Canada, flux nets</b>							
Investissements directs étrangers au Canada	14 109	15 135	14 767	7 442	26 191	1 995	40 984
Investissements de portefeuille	3 836	81	8 534	10 720	1 222	54 267	8 472
Obligations canadiennes	-1 934	-2 212	-1 501	-2 920	3 464	18 955	-1 183
Actions canadiennes	7 389	-812	8 022	9 091	-1 091	35 742	9 133
Instruments du marché monétaire canadien	-1 619	3 105	2 013	4 550	-1 151	-429	522
Autres investissements	19 174	-6 910	14 478	31 829	8 458	-5 179	30 551
Emprunts	-5 423	-3 528	2 489	4 834	7 700	-2 345	2 007
Dépôts	24 654	336	11 052	27 060	657	-531	28 942
Autres passifs	-58	-3 717	937	-65	101	-2 303	-398
<b>Total du passif du Canada, flux nets</b>	<b>37 118</b>	<b>8 307</b>	<b>37 780</b>	<b>49 991</b>	<b>35 870</b>	<b>51 083</b>	<b>80 008</b>
<b>Total du compte capital et financier, flux nets</b>	<b>-5 467</b>	<b>-4 878</b>	<b>-9 427</b>	<b>-1 324</b>	<b>-7 660</b>	<b>-32 507</b>	<b>-29 177</b>
Divergence statistique	-4 931	-8 951	1 351	-2 140	-468	4 874	-2 625

1. Un signe négatif indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents.
2. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

**Compte courant**

	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	2004	2005
Données désaisonnalisées							
en millions de dollars							
<b>Recettes</b>							
Biens et services	131 319	136 386	130 759	129 185	131 070	492 984	518 028
Biens	115 095	120 060	114 620	112 785	114 803	429 121	453 060
Services	16 225	16 327	16 139	16 400	16 268	63 863	64 968
Voyages	4 100	4 035	4 005	4 156	4 047	16 745	16 460
Transports	2 919	2 989	3 016	2 988	2 968	11 024	11 632
Services commerciaux	8 742	8 865	8 671	8 840	8 794	34 511	35 115
Services gouvernementaux	463	438	447	416	459	1 582	1 761
Revenus de placements	11 433	13 541	14 734	13 300	14 562	37 532	48 199
Investissements directs	5 613	7 629	8 400	6 836	7 745	20 677	25 994
Intérêts	340	391	267	369	362	754	1 275
Bénéfices	5 273	7 239	8 132	6 467	7 383	19 923	24 718
Investissements de portefeuille	3 217	3 438	3 537	3 704	3 894	10 182	12 644
Intérêts	1 042	1 190	1 197	1 359	1 525	2 387	4 006
Dividendes	2 175	2 248	2 340	2 344	2 369	7 795	8 638
Autres investissements	2 603	2 474	2 798	2 760	2 922	6 673	9 561
Transferts courants	2 060	2 056	2 633	2 308	2 496	7 427	8 066
Privé	661	614	743	647	756	2 785	2 587
Officiel	1 400	1 442	1 891	1 661	1 740	4 642	5 479
<b>Total des recettes</b>	<b>144 812</b>	<b>151 983</b>	<b>148 126</b>	<b>144 793</b>	<b>148 129</b>	<b>537 943</b>	<b>574 293</b>
<b>Paiements</b>							
Biens et services	117 075	119 637	118 256	120 455	123 100	440 218	466 896
Biens	97 493	99 565	97 999	99 877	102 558	363 639	388 210
Services	19 582	20 072	20 257	20 578	20 542	76 580	78 686
Voyages	5 520	5 717	5 750	5 766	5 935	20 747	22 260
Transports	4 413	4 503	4 651	4 735	4 809	16 001	17 528
Services commerciaux	9 413	9 615	9 617	9 813	9 549	38 885	37 946
Services gouvernementaux	237	237	239	264	249	946	952
Revenus de placements	17 604	17 177	16 554	17 635	17 798	62 346	67 010
Investissements directs	8 726	8 134	6 825	7 914	8 021	27 489	30 953
Intérêts	579	574	579	580	579	2 280	2 313
Bénéfices	8 147	7 559	6 246	7 335	7 442	25 209	28 640
Investissements de portefeuille	6 823	6 758	6 198	6 166	6 257	28 139	27 192
Intérêts	5 799	5 649	5 422	5 415	5 549	24 137	23 239
Dividendes	1 024	1 109	776	751	709	4 003	3 953
Autres investissements	2 056	2 286	3 530	3 555	3 519	6 717	8 865
Transferts courants	2 037	2 143	2 805	2 020	2 145	7 746	8 585
Privé	1 202	1 228	1 900	1 233	1 274	4 657	4 812
Officiel	835	915	906	787	871	3 089	3 773
<b>Total des paiements</b>	<b>136 717</b>	<b>138 957</b>	<b>137 615</b>	<b>140 110</b>	<b>143 043</b>	<b>510 310</b>	<b>542 491</b>
<b>Soldes</b>							
Biens et services	14 244	16 749	12 503	8 730	7 970	52 765	51 132
Biens	17 602	20 494	16 621	12 908	12 245	65 482	64 850
Services	-3 358	-3 745	-4 118	-4 178	-4 275	-12 717	-13 718
Voyages	-1 419	-1 682	-1 744	-1 610	-1 888	-4 002	-5 800
Transports	-1 494	-1 515	-1 635	-1 747	-1 842	-4 977	-5 897
Services commerciaux	-671	-750	-946	-973	-755	-4 374	-2 831
Services gouvernementaux	226	201	208	152	210	636	810
Revenus de placements	-6 172	-3 636	-1 820	-4 335	-3 236	-24 814	-18 811
Investissements directs	-3 113	-505	1 574	-1 078	-276	-6 812	-4 960
Intérêts	-239	-184	-312	-210	-217	-1 527	-1 038
Bénéfices	-2 874	-321	1 886	-867	-59	-5 286	-3 922
Investissements de portefeuille	-3 606	-3 320	-2 662	-2 462	-2 363	-17 957	-14 548
Intérêts	-4 757	-4 459	-4 226	-4 055	-4 023	-21 750	-19 234
Dividendes	1 151	1 139	1 564	1 593	1 660	3 793	4 686
Autres investissements	547	188	-733	-794	-597	-44	696
Transferts courants	23	-87	-172	288	352	-319	-519
Privé	-542	-614	-1 157	-586	-518	-1 872	-2 225
Officiel	564	528	985	874	870	1 554	1 706
<b>Compte courant</b>	<b>8 095</b>	<b>13 026</b>	<b>10 511</b>	<b>4 683</b>	<b>5 086</b>	<b>27 633</b>	<b>31 802</b>

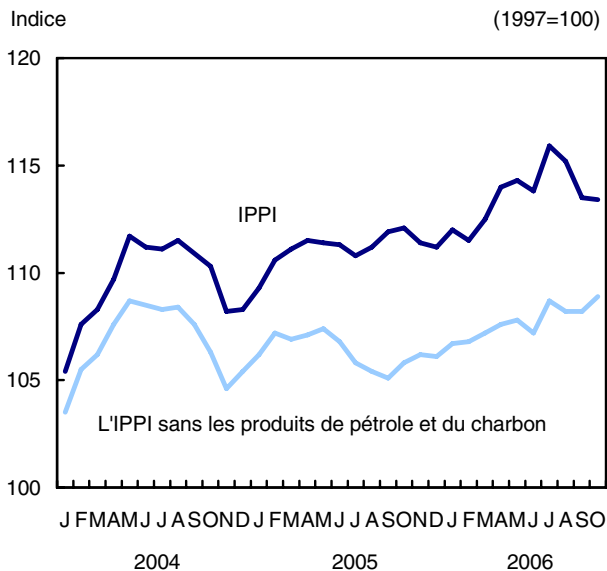
## Indices des prix des produits industriels et des matières brutes

Octobre 2006

La diminution des prix des produits du pétrole et du pétrole brut a fait baisser les prix des produits manufacturés et des matières brutes pour un troisième mois d'affilée en octobre.

Les prix demandés par les fabricants, mesurés par l'Indice des prix des produits industriels (IPPI), ont été en baisse de 0,1 % en octobre, après s'être repliés de 1,5 % en septembre. La régression des prix des produits du pétrole a été compensée par la hausse des prix des produits métalliques de première transformation et des véhicules automobiles.

### Les prix des produits manufacturés diminuent



Sur 12 mois, l'IPPI a avancé de 1,2 %, soit un taux inférieur à la progression d'une année à l'autre de 1,4 % enregistrée en septembre. Les pressions à la hausse ont principalement résulté des prix plus élevés des produits métalliques de première transformation et de la pâte de bois et des produits du papier.

L'Indice des prix des matières brutes (IPMB) a reculé de 2,8 % de septembre à octobre, après avoir fléchi de 5,2 % en septembre. La diminution a été attribuable aux combustibles minéraux, les prix du pétrole brut ayant reculé pour un troisième mois consécutif. Par ailleurs, les métaux non ferreux et les substances végétales ont affiché d'importantes hausses de prix.

#### Note aux lecteurs

*L'Indice des prix des produits industriels (IPPI) reflète les prix que les producteurs canadiens reçoivent au moment où les produits franchissent les portes de l'usine. Il ne reflète pas ce que le consommateur paie. Contrairement à l'Indice des prix à la consommation, l'IPPI exclut les impôts indirects et tous les coûts qui surviennent entre le moment où un produit sort de l'usine et le moment où l'utilisateur final en prend possession, ce qui comprend les coûts du transport, du commerce de gros et du commerce de détail.*

*Les producteurs canadiens exportent de nombreux biens. Ils indiquent souvent leurs prix en devises étrangères, en particulier dans le cas des véhicules automobiles, de la pâte de bois, du papier et des produits du bois. Les fluctuations du dollar canadien par rapport à la devise américaine se répercutent par conséquent sur l'IPPI.*

*L'Indice des prix des matières brutes (IPMB) est représentatif des prix que paient les fabricants canadiens pour les principales matières brutes. Un grand nombre de ces prix sont fixés sur le marché mondial. Contrairement à l'IPPI, l'IPMB comprend des biens qui ne sont pas produits au Canada.*

Comparativement à octobre de l'an dernier, les matières brutes ont coûté 2,0 % plus cher aux usines, ce qui est nettement moins que la variation d'une année à l'autre de 4,0 % enregistrée en septembre.

En octobre, l'IPPI s'est établi à 113,4 (1997=100), en baisse par rapport au niveau révisé de 113,5 atteint en septembre. L'IPMB a été de 155,5 (1997=100), en baisse par rapport au niveau de 160,0 noté en septembre.

### IPPI : Nouvelle diminution des prix des produits du pétrole

D'un mois à l'autre, les prix des fabricants ont connu un recul de 0,1 %, la baisse des prix des produits du pétrole ayant été annulée par la hausse des prix des métaux de première transformation et des véhicules automobiles.

Les prix des produits du pétrole et du charbon ont diminué de 6,3 % comparativement à septembre, ce qui constitue un troisième repli mensuel consécutif. Si les prix des produits du pétrole et du charbon avaient été exclus, l'IPPI aurait progressé de 0,6 % plutôt que de reculer de 0,1 %.

On a aussi observé des baisses de prix dans le cas du bois d'oeuvre et des autres produits du bois ainsi que de la viande, du poisson et des produits laitiers.

Par ailleurs, les prix des produits métalliques de première transformation ont crû de 4,4 % par rapport à septembre, après avoir connu deux mois de repli. Les prix des produits du nickel ont été en hausse de 15,9 %,



conséquence de la vigueur de la demande et de la baisse des stocks. On a aussi observé des hausses des prix des produits raffinés du zinc (+19,6 %), du cuivre et des alliages de cuivre (+7,0 %) ainsi que des produits de l'aluminium (+1,8 %).

Les prix des véhicules automobiles et autre matériel de transport se sont accrus de 0,7 %, principalement en raison de la dépréciation du dollar canadien. Les prix des fruits, des légumes et des aliments pour animaux (+0,9 %) ainsi que de la pâte de bois et des produits du papier (+0,8 %) ont aussi augmenté par rapport à septembre.

**IPPI : Les produits métalliques de première transformation sont les principaux facteurs à l'origine de la variation sur 12 mois**

L'IPPI a progressé de 1,2 % en octobre comparativement au même mois de l'année précédente, ce qui constitue un ralentissement du taux de croissance pour un troisième mois consécutif. Le ralentissement de l'augmentation annuelle est principalement attribuable aux prix des produits du pétrole. Si les prix des produits du pétrole et du charbon avaient été exclus, la progression de l'IPPI aurait été de 2,9 %.

Les prix des produits métalliques de première transformation se sont accrus de 31,8 % comparativement à octobre 2005. Les prix des produits du nickel (+142,4 %), des produits du cuivre (+74,9 %), des produits raffinés du zinc (+148,8 %) et des produits de l'aluminium (+16,5 %) ont tous augmenté par rapport à l'année précédente.

Les hausses de prix de la pâte de bois et des produits du papier, des semi-produits métalliques, des produits minéraux non métalliques, des fruits, des légumes et des aliments pour animaux et des produits du tabac ont aussi contribué à l'augmentation annuelle.

Le taux annuel de croissance de l'IPPI a été tempéré par la baisse des prix des produits du pétrole et du charbon (-14,0 %) et par la baisse des prix des véhicules automobiles et autre matériel de transport (-2,7 %), du bois d'oeuvre et des autres produits du bois (-7,9 %) et des produits chimiques (-2,5 %).

**IPMB : Les prix du pétrole brut font encore baisser le coût des matières brutes**

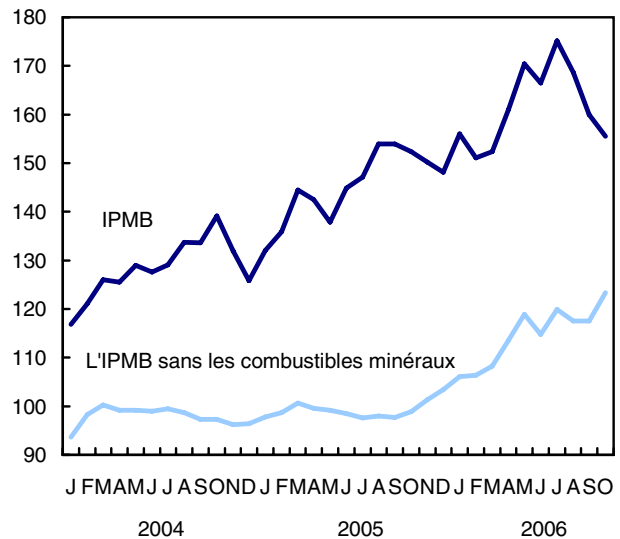
Les prix des matières brutes ont chuté de 2,8 % en octobre, après avoir connu un repli de 5,2 % en septembre, ce qui constitue une troisième baisse mensuelle consécutive.

Les combustibles minéraux ont été le principal facteur à l'origine de ce recul mensuel, leurs prix ayant fléchi de 10,7 % comparativement à septembre. Les prix du pétrole brut ont été en baisse de 12,3 %, principalement à cause de l'augmentation des stocks

et de l'affaiblissement de la demande. Sans les combustibles minéraux, l'IPMB aurait progressé de 5,0 % par rapport à septembre plutôt que de reculer de 2,8 %.

**Les prix des matières brutes continuent à baisser**

Indice (1997=100)



Les prix des métaux non ferreux ont monté de 11,8 %, les prix du zinc, du cuivre, du plomb, des concentrés radioactifs et du nickel ayant augmenté sous l'effet d'une diminution des stocks et d'une demande vigoureuse.

Les prix des substances végétales ont crû de 6,3 % par rapport à septembre, tandis que les prix du blé, du maïs, du canola et du soya ont reculé. Cela vient principalement du fait que la production végétale n'a pas été à la hauteur des attentes en raison d'un climat défavorable ainsi que d'une forte demande.

Les prix des animaux et des substances animales, et les prix des matières ferreuses ont augmenté de 0,3 % et de 0,1 % respectivement de septembre à octobre, tandis que les prix des minéraux non métalliques sont demeurés inchangés.

Sur 12 mois, les prix des matières brutes ont progressé de 2,0 % en octobre, ce qui représente un ralentissement par rapport à l'augmentation d'une année à l'autre de 4,0 % observée en septembre. Ainsi se poursuit le ralentissement du taux de croissance observé depuis mai 2006, où les prix avaient crû de 23,6 % par rapport à l'année précédente. Sans les combustibles minéraux, l'IPMB aurait augmenté de 24,8 % plutôt que de 2,0 %.

L'augmentation sur 12 mois s'explique largement par les métaux non ferreux, dont les prix ont monté

de 79,7 %, principalement en raison des hausses d'une année à l'autre des prix du zinc, des concentrés radioactifs, du cuivre, du nickel et du plomb.

Les prix se sont également accrus par rapport à l'année précédente dans le cas du bois, des substances végétales, des matières ferreuses ainsi que des minéraux non métalliques.

Les prix des combustibles minéraux ont été en baisse de 16,1 %, sous l'effet d'une chute de 16,9 % des prix du pétrole brut. Il s'agit du plus grand recul d'une année à l'autre enregistré depuis février 2004. Les prix des animaux et des substances animales ont également été en faible baisse par rapport à l'année précédente.

### Impact du taux de change

De septembre à octobre, la valeur du dollar canadien a baissé de 1,1 % par rapport au dollar américain. Par conséquent, sans l'effet du taux de change, l'IPPI total se serait replié de 0,4 % plutôt que de diminuer de 0,1 %.

Sur 12 mois, le dollar canadien s'est apprécié de 4,3 % par rapport au dollar américain. Si l'effet du taux de change avait été exclu, les prix à la production auraient monté de 2,3 % au lieu de 1,2 % d'octobre 2005 à octobre 2006.

### Légère augmentation des prix des produits semi-finis

Les prix des produits semi-finis ont légèrement crû de 0,1 % par rapport à septembre. La hausse des prix des produits métalliques de première transformation, de la pâte de bois et des produits du papier, des fruits, des légumes et des aliments pour animaux et des véhicules automobiles a été effacée par la baisse des prix des produits du pétrole, des produits du bois d'oeuvre ainsi que de la viande, du poisson et des produits laitiers.

Les producteurs de produits semi-finis ont touché 3,2 % de plus pour leurs produits en octobre 2006 qu'en octobre 2005. Il y a eu une hausse des prix des produits métalliques de première transformation, de la pâte de bois et des produits du papier, des semi-produits métalliques, des produits minéraux non métalliques, des produits électriques et de communication, des fruits, des légumes et des

aliments pour animaux ainsi que des produits en caoutchouc, en cuir et en matière plastique.

Ces augmentations ont été partiellement effacées par le fléchissement des prix des produits du pétrole, des produits du bois d'oeuvre, des produits chimiques, des véhicules automobiles et des produits du tabac.

### Baisse des prix des produits finis

Les prix des produits finis ont fléchi de 0,3 % par rapport à septembre. Les baisses de prix des produits du pétrole, des produits du bois d'oeuvre et de la viande, du poisson et des produits laitiers ont été partiellement annulées par les hausses de prix des véhicules automobiles et des produits électriques et de communication.

Comparativement à octobre 2005, les prix des produits finis ont reculé de 1,8 %. Il y a eu une baisse des prix des produits du pétrole, des véhicules automobiles ainsi que des machines et du matériel.

Ces diminutions ont été partiellement effacées par les hausses de prix des produits du tabac, des fruits, des légumes et des aliments pour animaux, de la viande, du poisson et des produits laitiers, des meubles et des articles d'ameublement, des boissons ainsi que des produits minéraux métalliques.

### Données stockées dans CANSIM : tableaux 329-0038 à 329-0049 et 330-0006.

### Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2306 et 2318.

Le numéro d'octobre 2006 de la publication *Indices des prix de l'industrie* (62-011-XIF, gratuite) paraîtra bientôt.

Les données de novembre 2006 sur les Indices des prix des produits industriels et des matières brutes seront diffusées le 4 janvier 2007.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9606 ([prices-prix@statcan.ca](mailto:prices-prix@statcan.ca)) ou avec Danielle Gouin au 613-951-3375 ([danielle.gouin@statcan.ca](mailto:danielle.gouin@statcan.ca)), Division des prix. Télécopieur : 613-951-1539.

□

**Indices des prix des produits industriels**  
(1997=100)

	Importance relative	Octobre 2005	Septembre 2006 <sup>r</sup>	Octobre 2006 <sup>p</sup>	Octobre 2005 à octobre 2006	Septembre à octobre 2006
		variation en %				
<b>Indices des prix des produits industriels (IPPI)</b>	<b>100,00</b>	<b>112,1</b>	<b>113,5</b>	<b>113,4</b>	<b>1,2</b>	<b>-0,1</b>
<b>IPPI sans les produits de pétrole et du charbon</b>	<b>94,32</b>	<b>105,8</b>	<b>108,2</b>	<b>108,9</b>	<b>2,9</b>	<b>0,6</b>
<b>Agrégations par produits</b>						
Viande, poisson et produits laitiers	5,78	106,4	108,9	107,4	0,9	-1,4
Fruits, légumes, aliments pour animaux et autres produits alimentaires	5,99	102,9	103,7	104,6	1,7	0,9
Boissons	1,57	121,6	122,6	122,6	0,8	0,0
Tabac et produits du tabac	0,63	178,5	191,8	191,8	7,5	0,0
Produits en caoutchouc, en cuir et en matière plastique	3,30	117,6	118,9	118,6	0,9	-0,3
Produits textiles	1,58	99,8	100,1	100,2	0,4	0,1
Produits en tricot et vêtements	1,51	104,3	104,9	104,3	0,0	-0,6
Bois d'oeuvre et autres produits de bois	6,30	91,0	85,0	83,8	-7,9	-1,4
Meubles et articles d'ameublement	1,59	116,3	118,1	118,1	1,5	0,0
Pâte de bois et produits de papier	7,23	101,7	106,0	106,8	5,0	0,8
Impression et édition	1,70	115,0	115,5	115,6	0,5	0,1
Produits métalliques de première transformation	7,80	112,4	141,9	148,1	31,8	4,4
Semi-produits métalliques	4,11	121,1	123,8	123,8	2,2	0,0
Machines et matériel	5,48	107,2	106,8	107,0	-0,2	0,2
Véhicules automobiles et autre matériel de transport	22,16	94,6	91,4	92,0	-2,7	0,7
Produits électriques et de communication	5,77	93,3	93,7	94,0	0,8	0,3
Produits minéraux non métalliques	1,98	115,1	120,1	120,1	4,3	0,0
Produits du pétrole et du charbon <sup>1</sup>	5,68	228,9	210,1	196,9	-14,0	-6,3
Produits chimiques	7,07	125,6	122,4	122,4	-2,5	0,0
Divers produits manufacturés	2,40	110,2	112,3	112,5	2,1	0,2
Divers produits non manufacturés	0,38	182,4	265,9	279,6	53,3	5,2
<b>Produits semi-finis<sup>2</sup></b>	<b>60,14</b>	<b>114,2</b>	<b>117,7</b>	<b>117,8</b>	<b>3,2</b>	<b>0,1</b>
Produits semi-finis de première étape <sup>3</sup>	7,71	123,5	144,8	149,8	21,3	3,5
Produits semi-finis de deuxième étape <sup>4</sup>	52,43	112,8	113,6	112,9	0,1	-0,6
<b>Produits finis<sup>5</sup></b>	<b>39,86</b>	<b>108,9</b>	<b>107,2</b>	<b>106,9</b>	<b>-1,8</b>	<b>-0,3</b>
Aliments de consommation et aliments pour animaux	8,50	112,2	114,0	113,6	1,2	-0,4
Matériel capitalisé	11,73	101,5	99,6	100,1	-1,4	0,5
Tous les autres produits finis	19,63	111,9	108,7	108,2	-3,3	-0,5

<sup>r</sup> révisé

<sup>p</sup> provisoire

1. L'indice du mois courant est estimé.

2. Les produits semi-finis sont des produits qui servent principalement à la production d'autres biens.

3. Les produits semi-finis de première étape servent le plus souvent à produire d'autres produits semi-finis.

4. Les produits semi-finis de deuxième étape sont utilisés le plus souvent pour produire des produits finis.

5. Les produits finis sont le plus souvent utilisés pour la consommation immédiate ou les investissements.

**Indices des prix des matières brutes  
(1997=100)**

	Importance relative	Octobre 2005	Septembre 2006 <sup>r</sup>	Octobre 2006 <sup>p</sup>	Octobre 2005 à octobre 2006	Septembre à octobre 2006
					variation en %	
<b>Indice des prix des matières brutes (IPMB)</b>	<b>100,00</b>	<b>152,4</b>	<b>160,0</b>	<b>155,5</b>	<b>2,0</b>	<b>-2,8</b>
Combustibles minéraux	35,16	268,2	252,0	225,1	-16,1	-10,7
Substances végétales	10,28	79,2	81,0	86,1	8,7	6,3
Animaux et substances animales	20,30	104,4	103,9	104,2	-0,2	0,3
Bois	15,60	71,5	80,0	79,9	11,7	-0,1
Matières ferreuses	3,36	116,8	125,5	125,6	7,5	0,1
Métaux non ferreux	12,93	124,6	200,3	223,9	79,7	11,8
Minéraux non métalliques	2,38	134,6	141,1	141,1	4,8	0,0
<b>IPMB sans les combustibles minéraux</b>	<b>64,84</b>	<b>98,9</b>	<b>117,5</b>	<b>123,4</b>	<b>24,8</b>	<b>5,0</b>

<sup>r</sup> révisé

<sup>p</sup> provisoire



---

## Emploi, rémunération et heures de travail

Septembre 2006 (données provisoires)

La rémunération hebdomadaire moyenne pour les salariés inscrits sur les listes de paie a baissé de 0,69 \$ (-0,1 %) d'août à septembre pour s'établir à 749,69 \$ (données désaisonnalisées). La croissance cumulative annuelle s'est donc élevée à 3,1 %. Ce taux annuel de variation a été calculé en comparant la rémunération hebdomadaire moyenne des neuf premiers mois de 2006 avec celle de la même période en 2005.

En septembre, dans les plus grands secteurs industriels au Canada, la croissance cumulative annuelle de la rémunération s'est chiffrée à 3,9 % pour les soins de santé et l'assistance sociale, à 3,8 % pour les services d'enseignement, à 3,0 % pour le commerce de détail et à 2,5 % pour la fabrication.

En septembre, le nombre de salariés inscrits sur les listes de paie au Canada a augmenté de 13 500 salariés (+0,1 %) par rapport à août pour s'établir à 14 042 200 salariés. À l'échelon provincial, les plus importantes augmentations en pourcentage du nombre de salariés d'août à septembre ont été observées en Colombie-Britannique (+0,5 %), en Ontario (+0,3 %) et en Saskatchewan (+0,3 %). La plus importante baisse a été enregistrée au Nouveau-Brunswick (-0,8 %).

À l'échelle nationale, le nombre de salariés inscrits sur les listes de paie s'est accru d'environ 170 000 salariés depuis le début de 2006.

La rémunération horaire moyenne des salariés rémunérés à l'heure a légèrement diminué de 0,3 % en septembre pour se fixer à 18,47 \$. Les heures hebdomadaires moyennes des salariés rémunérés à l'heure ont reculé de 0,6 % pour se chiffrer à 31,8 heures.

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 281-0023 à 281-0046.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2612.**

Des données détaillées par secteur et des données selon la taille de l'entreprise fondée sur l'emploi, ainsi que d'autres indicateurs du marché du travail paraîtront sous peu dans la publication mensuelle *Emploi, gains et durée du travail* (72-002-XIB, gratuite).

Les données d'octobre sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail seront diffusées le 20 décembre.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-4090 ou composez sans frais le 1-866-873-8788 ([travail@statcan.ca](mailto:travail@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Groleau au 613-951-4091, Division de la statistique du travail. Télécopieur : 613-951-2869. □

**Rémunération hebdomadaire moyenne (y compris les heures supplémentaires) pour l'ensemble des salariés**

Groupe industriel (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord)	Septembre 2005	Août 2006 <sup>r</sup>	Septembre 2006 <sup>p</sup>	Août à septembre 2006	Septembre 2005 à septembre 2006	Moyenne cumulative 2006 <sup>1</sup>
	Données désaisonnalisées					
	en dollars			variation en %		
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>737,24</b>	<b>750,38</b>	<b>749,69</b>	<b>-0,1</b>	<b>1,7</b>	<b>3,1</b>
Foresterie, exploitation forestière et soutien	931,54	973,71	977,08	0,3	4,9	5,3
Extraction minière, de pétrole et de gaz	1 323,09	1 335,11	1 318,89	-1,2	-0,3	2,7
Services publics	1 071,72	1 093,39	1 089,40	-0,4	1,6	1,7
Construction	891,57	894,73	887,04	-0,9	-0,5	1,9
Fabrication	900,56	905,80	909,86	0,4	1,0	2,5
Commerce de gros	843,28	879,78	882,67	0,3	4,7	5,3
Commerce de détail	469,90	481,37	480,64	-0,2	2,3	3,0
Transport et entreposage	788,19	780,59	782,19	0,2	-0,8	1,3
Industrie de l'information et industrie culturelle	905,45	940,15	938,82	-0,1	3,7	6,5
Finance et assurances	952,50	963,74	968,04	0,4	1,6	2,6
Services immobiliers, de location et de location à bail	653,57	682,99	693,14	1,5	6,1	4,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	964,33	975,59	982,79	0,7	1,9	0,9
Gestion de sociétés et d'entreprises	906,44	943,23	956,10	1,4	5,5	5,8
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	578,40	600,19	603,14	0,5	4,3	2,9
Services d'enseignement	815,58	816,39	821,25	0,6	0,7	3,8
Soins de santé et assistance sociale	670,02	676,09	671,29	-0,7	0,2	3,9
Arts, spectacles et loisirs	428,34	427,53	428,96	0,3	0,1	2,2
Hébergement et services de restauration	321,77	319,60	317,11	-0,8	-1,4	6,1
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	566,73	587,44	592,53	0,9	4,6	2,5
Administrations publiques	903,46	946,68	954,99	0,9	5,7	3,7
<b>Provinces et territoires</b>						
Terre-Neuve-et-Labrador	675,69	688,52	696,99	1,2	3,2	4,5
Île-du-Prince-Édouard	577,54	589,42	591,93	0,4	2,5	3,2
Nouvelle-Écosse	644,36	656,12	656,25	0,0	1,8	2,5
Nouveau-Brunswick	672,63	682,41	689,44	1,0	2,5	3,7
Québec	701,74	715,24	704,87	-1,4	0,4	2,6
Ontario	777,88	785,71	786,98	0,2	1,2	2,6
Manitoba	661,86	675,95	685,50	1,4	3,6	2,0
Saskatchewan	675,08	691,90	695,68	0,5	3,1	4,0
Alberta	777,64	806,07	812,30	0,8	4,5	4,7
Colombie-Britannique	727,68	736,17	741,97	0,8	2,0	4,1
Yukon	826,67	842,45	843,57	0,1	2,0	4,8
Territoires du Nord-Ouest <sup>2</sup>	988,58	964,41	973,08	0,9	-1,6	2,2
Nunavut <sup>2</sup>	890,24	904,96	899,88	-0,6	1,1	3,7

<sup>r</sup> révisé

<sup>p</sup> provisoire

1. Taux de variations pour les neuf premiers mois de 2006 par rapport aux mêmes mois en 2005.

2. Données non désaisonnalisées.

## Nombre de salariés

Groupe industriel (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord)	Décembre 2005	Juillet 2006	Août 2006 <sup>r</sup>	Septembre 2006 <sup>p</sup>	Juillet à août 2006	Août à septembre 2006	Décembre 2005 à septembre 2006
Données désaisonnalisées							
	en milliers				variation en %		
<b>Ensemble des industries</b>	<b>13 872,3</b>	<b>14 022,6</b>	<b>14 028,7</b>	<b>14 042,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>1,2</b>
Foresterie, exploitation forestière et soutien	63,3	59,6	58,9	58,5	-1,2	-0,7	-7,6
Extraction minière, de pétrole et de gaz	172,4	183,0	184,8	186,8	1,0	1,1	8,4
Services publics	121,5	122,5	123,2	122,6	0,6	-0,5	0,9
Construction	690,7	704,5	710,5	712,8	0,9	0,3	3,2
Fabrication	1 948,4	1 930,2	1 932,4	1 924,1	0,1	-0,4	-1,2
Commerce de gros	736,7	743,6	743,8	742,3	0,0	-0,2	0,8
Commerce de détail	1 717,4	1 731,6	1 738,4	1 740,7	0,4	0,1	1,4
Transport et entreposage	627,5	636,9	634,8	633,9	-0,3	-0,1	1,0
Industrie de l'information et industrie culturelle	355,4	358,8	360,9	359,1	0,6	-0,5	1,0
Finance et assurances	588,2	589,6	590,1	592,2	0,1	0,4	0,7
Services immobiliers, de location et de location à bail	246,2	246,6	243,8	244,5	-1,1	0,3	-0,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	670,6	677,3	677,9	681,3	0,1	0,5	1,6
Gestion de sociétés et d'entreprises	96,5	100,0	101,5	96,0	1,5	-5,4	-0,5
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	681,8	704,1	705,8	707,9	0,2	0,3	3,8
Services d'enseignement	1 004,5	1 015,6	1 015,0	1 020,4	-0,1	0,5	1,6
Soins de santé et assistance sociale	1 425,0	1 436,8	1 439,2	1 442,9	0,2	0,3	1,3
Arts, spectacles et loisirs	247,6	248,2	247,3	248,4	-0,4	0,4	0,3
Hébergement et services de restauration	960,3	970,3	969,6	977,0	-0,1	0,8	1,7
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	515,4	520,0	519,0	522,3	-0,2	0,6	1,3
Administrations publiques	791,0	816,4	803,8	797,5	-1,5	-0,8	0,8
<b>Provinces et territoires</b>							
Terre-Neuve-et-Labrador	177,5	185,0	184,8	184,3	-0,1	-0,3	3,8
Île-du-Prince-Édouard	64,3	62,1	62,1	62,2	0,0	0,2	-3,3
Nouvelle-Écosse	395,5	394,1	393,1	393,2	-0,3	0,0	-0,6
Nouveau-Brunswick	302,2	303,8	306,1	303,7	0,8	-0,8	0,5
Québec	3 213,6	3 235,7	3 239,0	3 232,7	0,1	-0,2	0,6
Ontario	5 389,3	5 416,9	5 413,0	5 428,5	-0,1	0,3	0,7
Manitoba	538,2	534,5	534,9	535,7	0,1	0,1	-0,5
Saskatchewan	419,2	421,9	422,1	423,4	0,0	0,3	1,0
Alberta	1 576,5	1 627,4	1 628,4	1 629,6	0,1	0,1	3,4
Colombie-Britannique	1 747,9	1 788,3	1 796,9	1 806,4	0,5	0,5	3,3
Yukon	17,1	17,3	17,5	17,5	1,2	0,0	2,3
Territoires du Nord-Ouest <sup>1</sup>	22,0	22,6	22,5	22,7	-0,4	0,9	3,2
Nunavut <sup>1</sup>	11,3	11,3	11,9	12,1	5,3	1,7	7,1

<sup>r</sup> révisé

<sup>p</sup> provisoire

1. Données non désaisonnalisées.

## Restaurants, traiteurs et tavernes

Septembre 2006 (données provisoires)

Les ventes totales estimatives de l'industrie des restaurants, des traiteurs et des tavernes se sont chiffrées à 3,5 milliards de dollars en septembre, en hausse de 7,3 % d'une année à l'autre par rapport à septembre 2005 (données non désaisonnalisées et non corrigées pour tenir compte de l'inflation).

Les augmentations des ventes provinciales les plus importantes d'une année à l'autre ont été enregistrées en Alberta (+16,2 %), en Saskatchewan (+12,3 %) et en Colombie-Britannique (+10,1 %). L'Ontario et le Québec, représentant 39,7 % et 20,6 % de l'industrie

en septembre, ont connu des croissances respectives de 5,5 % et de 4,0 %.

À l'échelle nationale, l'accroissement des recettes a été attribuable aux augmentations de la valeur des ventes des restaurants à service restreint (+10,6 %) et à service complet (+5,4 %). Ces deux secteurs représentent presque 86 % des recettes de l'industrie. Les secteurs des entrepreneurs en restauration et des traiteurs ont également enregistré des progressions respectives de 8,0 % et de 4,2 %. Ces deux secteurs représentent près de 8 % des ventes de l'industrie. Le secteur des débits de boissons a aussi connu une hausse de 2,5 % en septembre.

**Nota :** Les estimations des ventes aux échelons provincial et national ont été révisées à partir d'octobre 2005 pour Terre-Neuve-et-Labrador. La révision était nécessaire pour corriger des données déclarées. Pour obtenir les données révisées, on peut consulter les matrices CANSIM mentionnées ci-dessous.

Notez également que l'enquête mensuelle sur les restaurants, traiteurs et tavernes (EMRTT) est présentement remaniée. Cette nouvelle initiative entreprise au printemps dernier a pour but de moderniser l'enquête et son infrastructure. Ces projets se font périodiquement (le dernier remonte à 1995) pour tirer pleinement avantage des avancées technologiques et pour maintenir l'enquête à jour au point de vue des concepts et des méthodes. Ce faisant, le remaniement de l'EMRTT maximisera l'utilisation des données de la TPS (ce qui allègera le fardeau de réponse). Il permettra également d'harmoniser la base conceptuelle de l'EMRTT avec celle de l'enquête

annuelle de la restauration et des débits de boissons, ainsi qu'avec les changements à venir au Registre des entreprises et avec les normes générales du ministère. Les premières estimations à la suite du remaniement de l'EMRTT devraient être publiées à l'été 2007.

**Données stockées dans CANSIM : tableau 355-0001.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2419.**

Pour obtenir plus de renseignements, pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, ou pour plus d'information sur le projet de remaniement de l'enquête mensuelle sur les services de restauration, des traiteurs et tavernes, communiquez avec Alain Mbassegue au 613-951-2011 ([alain.mbassegue@statcan.ca](mailto:alain.mbassegue@statcan.ca)), Division des industries de service. Télécopieur : 613-951-6696.

### Recettes des services de restauration

	Septembre 2005 <sup>r</sup>	Août 2006 <sup>r</sup>	Septembre 2006 <sup>p</sup>	Septembre 2005 à septembre 2006
Données non désaisonnalisées				
en milliers de dollars				
				variation en %
<b>Recettes totales des services de restauration</b>	<b>3 219 420</b>	<b>3 618 044</b>	<b>3 453 658</b>	<b>7,3</b>
Restaurants à service complet	1 547 411	1 733 772	1 630 848	5,4
Restaurants à service restreint	1 200 482	1 440 256	1 328 060	10,6
Entrepreneurs en restauration	184 110	161 152	198 805	8,0
Traiteurs, cantines et comptoirs mobiles	80 155	73 680	83 492	4,2
Débits de boissons alcoolisées	207 262	209 184	212 453	2,5
<b>Provinces et territoires</b>				
Terre-Neuve-et-Labrador	35 799	39 309	35 353	-1,2
Île-du-Prince-Édouard	13 908	16 831	14 082	1,3
Nouvelle-Écosse	81 279	92 887	88 573	9,0
Nouveau-Brunswick	56 708	61 118	57 482	1,4
Québec	683 055	739 411	710 399	4,0
Ontario	1 299 323	1 439 347	1 370 976	5,5
Manitoba	80 756	96 270	87 510	8,4
Saskatchewan	77 168	87 523	86 680	12,3
Alberta	368 455	424 228	428 099	16,2
Colombie-Britannique	513 479	609 745	565 305	10,1
Yukon	2 598	3 385	2 539	-2,3
Territoires du Nord-Ouest	6 491	7 668	6 274	-3,3
Nunavut	401	322	386	-3,8

<sup>r</sup> révisé

<sup>p</sup> provisoire



## Emploi au sein de l'administration publique fédérale dans les régions métropolitaines de recensement

Septembre 2006

L'administration publique fédérale employait environ 377 700 personnes en septembre 2006 et, de ce nombre, les trois quarts travaillaient dans une région métropolitaine. Dans l'ensemble du pays, les fonctionnaires fédéraux ont représenté environ 2,5 % de la population active dans les régions métropolitaines de recensement.

Parmi les employés de l'administration publique fédérale du pays, 31,2 % travaillaient dans la région métropolitaine d'Ottawa–Gatineau, ce qui poursuit la tendance à la hausse, cette proportion s'étant établie à 25,7 % en septembre 1990, soit l'année marquant le début de cette série.

### Emploi au sein de l'administration publique fédérale

	Canada	Ottawa–Gatineau	Proportion des emplois de l'administration publique fédérale dans la région d'Ottawa–Gatineau
	en milliers		%
1990	403,4	103,6	25,7
1991	408,7	104,7	25,6
1992	407,5	107,0	26,3
1993	398,1	105,4	26,5
1994	388,4	101,5	26,1
1995	361,6	96,3	26,6
1996	347,0	93,6	27,0
1997	334,1	90,6	27,1
1998	327,8	91,0	27,8
1999	327,4	93,8	28,7
2000	335,8	98,2	29,3
2001	349,2	103,7	29,7
2002	359,9	108,1	30,0
2003	365,5	112,3	30,7
2004	364,6	112,3	30,8
2005	369,3	113,8	30,8
2006	377,7	117,8	31,2

Par ailleurs, l'administration publique fédérale a regroupé 18,2 % de l'ensemble des emplois dans la région d'Ottawa–Gatineau, en baisse par rapport au sommet de 21,9 % atteint en septembre 1992.

Halifax s'est classée au deuxième rang à ce chapitre, l'administration publique fédérale ayant représenté 8,0 % de l'ensemble des emplois en septembre. Ailleurs au pays, cette proportion variait entre 5,5 % à Kingston et 0,2 % à Oshawa.

## Emploi dans les régions métropolitaines de recensement, septembre 2006<sup>1</sup>

	Emploi total <sup>2</sup>	Emploi dans l'administration publique fédérale	Emploi dans l'administration publique fédérale en proportion de l'emploi total
	en milliers		%
Ottawa–Gatineau	647,1	117,8	18,2
Halifax	204,8	16,3	8,0
Kingston	78,2	4,3	5,5
Victoria	176,2	8,8	5,0
St. John's	96,5	4,5	4,7
Québec	380,7	13,8	3,6
Winnipeg	386,6	12,5	3,2
Regina	112,6	3,1	2,8
Greater Sudbury / Grand Sudbury	78,6	2,1	2,7
Saskatoon	130,2	2,5	1,9
Saint John	60,7	1,1	1,8
Abbotsford	83,5	1,5	1,8
Saguenay	70,6	1,2	1,7
Edmonton	571,8	9,2	1,6
Thunder Bay	62,2	0,9	1,5
Vancouver	1 208,3	17,1	1,4
Montréal	1 889,0	25,7	1,4
Sherbrooke	82,9	1,1	1,3
Windsor	172,2	2,0	1,2
Calgary	664,3	6,6	1,0
London	244,9	2,4	1,0
Toronto	2 822,1	22,4	0,8
Hamilton	371,9	2,9	0,8
Trois-Rivières	67,0	0,4	0,6
St. Catharines–Niagara	200,2	1,1	0,5
Kitchener	249,5	1,0	0,4
Oshawa	178,2	0,3	0,2
<b>Total</b>	<b>11 290,8</b>	<b>282,6</b>	<b>2,5</b>

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

2. Données tirées de l'Enquête sur la population active.

**Nota :** Les données du présent communiqué sont fondées sur la définition des régions métropolitaines de recensement de la Classification géographique type de 2001. Les données visant des régions plus petites, comme les agglomérations de recensement, n'ont pas été produites, des renseignements suffisamment détaillés n'étant pas offerts. Dans le présent communiqué, le terme «administration publique fédérale» porte sur tous les organismes sans but lucratif fournissant des services non commerciaux, sous l'autorité de l'administration fédérale, ainsi qu'en son nom et au nom des citoyens du Canada. Les employés de l'administration publique fédérale comprennent les militaires canadiens (les forces régulières et les forces de réserve) de même que le personnel en uniforme de la gendarmerie royale du Canada. En sont toutefois exclus, les employés des entreprises publiques fédérales assimilables à des sociétés commerciales.

On doit faire preuve de prudence lorsqu'on compare, pour les statistiques de l'emploi, cette catégorie de l'«administration publique fédérale» à la catégorie «administration publique fédérale du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord», la seconde n'étant qu'un sous-ensemble de la première.

Le Programme d'emploi et de rémunération de l'administration publique fédérale a recours à un processus de recensement pour la collecte de données, ce qui signifie que toutes les entités de l'administration publique fédérale sont couvertes dans les statistiques. Cependant, des données détaillées selon les régions métropolitaines ne sont pas toujours offertes. Afin de répondre aux nombreuses demandes de recensements régionaux, nous avons élaboré des méthodes d'imputation et avons recueilli des renseignements complémentaires en vue de produire des statistiques de l'emploi selon la définition des régions métropolitaines du Recensement de 2001.

**Données stockées dans CANSIM : tableau 183-0003.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1713.**

Il est également possible de consulter en ligne des tableaux de données sur l'emploi dans le secteur public dans le module *Tableaux sommaires* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour obtenir des données, communiquez avec Jo-Anne Thibault au 613-951-0767 ([jo-anne.thibault@statcan.ca](mailto:jo-anne.thibault@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Claude Bilodeau au 613-951-1816 ([claudette.bilodeau@statcan.ca](mailto:claudette.bilodeau@statcan.ca)), Division des institutions publiques. ■

**Emploi dans le secteur public**

Troisième trimestre de 2006 (données provisoires)

L'emploi dans le secteur public, qui comprend tous les ordres de l'administration publique générale, les universités, les collèges, les conseils scolaires, les établissements de santé et de services sociaux et les entreprises publiques, s'est chiffré à 2,9 millions d'employés au troisième trimestre, en baisse de 5,5 % par rapport aux 3,1 millions d'employés déclarés au deuxième trimestre de 2006.

Cette baisse a été attribuable dans une large mesure aux établissements d'enseignement, qui ont vu leur effectif diminuer de 19,7 %, principalement en raison du ralentissement estival. De plus, l'emploi dans l'administration fédérale a diminué de 4,7 %, en raison de nombreux employés temporaires recrutés au cours du trimestre précédent (tels les étudiants embauchés pour l'été et les préposés au recensement) dont l'emploi a pris fin au milieu de la période allant de juillet à septembre.

Par rapport aux mêmes trois mois en 2005, l'emploi dans le secteur public a augmenté de 1,5 % au troisième trimestre. Dans l'administration publique générale, la composante fédérale a affiché la hausse la plus marquée, comptant plus de 386 000 employés sur la liste de paie, en hausse de 4,3 % par rapport au même trimestre en 2005. L'augmentation a été attribuable en partie à l'emploi de préposés au recensement, particulièrement en juillet et en août. Dans le cas des administrations publiques générales provinciales et territoriales, le nombre d'employés s'est maintenu à environ 359 000. Les administrations publiques générales locales comptaient environ 407 000 employés, en hausse de 3,6 % par rapport au même trimestre en 2005.

En ce qui concerne la répartition de l'emploi, les trois ordres de l'administration publique générale (fédéral, provincial-territorial et local) totalisaient 39,3 % de l'emploi du secteur public. Les établissements de santé et de services sociaux représentaient 26,5 %, les établissements d'enseignement, 25,2 % de l'emploi, et les entreprises publiques, 9,0 %.

**Emploi dans le secteur public<sup>1</sup>**

	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006
	en milliers			
<b>Secteur public</b>	<b>3 015</b>	<b>2 886</b>	<b>3 102</b>	<b>2 930</b>
Administrations				
publiques générales	1 100	1 122	1 149	1 152
Fédérale	373	370	405	386
Provinciales-territoriales	350	357	351	359
Locales	377	395	393	407
Établissements				
d'enseignement	898	729	918	737
Universités et collèges <sup>2</sup>	304	282	315	287
Commissions scolaires	593	447	603	450
Établissements de santé et de services sociaux	752	769	770	776
Entreprises publiques	266	266	265	265

1. Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

2. Y compris les instituts de formation professionnelle et les écoles de métiers.

Les estimations de l'emploi, les salaires et les traitements agrégés dans le secteur public sont maintenant offerts pour le troisième trimestre de 2006. Les révisions ont été apportées aux données des premier et deuxième trimestres.

Un tableau de données sur l'emploi du secteur public est également accessible en ligne dans le module *Tableaux sommaires* de notre site Web.

**Nota :** Le secteur public englobe toutes les entités économiques qui sont sous le contrôle d'une

administration publique. Il comprend quatre grandes composantes, soit l'administration publique fédérale (les ministères, les organismes et les fonds non autonomes, et les organismes et les fonds autonomes), les administrations publiques provinciales et territoriales (les ministères, les organismes et les fonds non autonomes, les organismes et les fonds autonomes, les universités et les collèges, et les établissements de santé et de services sociaux), les administrations publiques locales (les municipalités et les fonds non autonomes, les organismes et les fonds autonomes, et les conseils et les commissions scolaires) et les entreprises publiques (aux échelons fédéral, provincial-territorial et local).

Pour obtenir une description plus détaillée de la définition de l'emploi dans le secteur public et de la façon dont on fait le rapprochement entre les données sur l'emploi dans ce secteur et celles provenant d'autres sources d'information, consultez le document intitulé *Réconciliation des estimations de l'emploi du secteur public provenant de différentes sources d'information* en cliquant sur le numéro d'enquête 1713.

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 183-0002 et 183-0004.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1713.**

Pour obtenir des renseignements généraux ou commander des données, communiquez avec Jo-Anne Thibault au 613-951-0767 ([jo-anne.thibault@statcan.ca](mailto:jo-anne.thibault@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité

des données, communiquez avec Claude Bilodeau au 613-951-1816 ([claud.bilodeau@statcan.ca](mailto:claud.bilodeau@statcan.ca)), Division des institutions publiques. ■

## **Volaille et oeufs**

2006

Au cours des premiers neuf mois de 2006, la production d'oeufs, chiffrée à 440,3 millions de douzaines, a augmenté de 0,9 % par rapport à la même période en 2005. Cependant, elle a diminué de 1,9 % en septembre, comparativement à septembre de l'an dernier.

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 003-0020, 003-0024, 003-0038 et 003-0039.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3425 et 5039.**

La publication *Statistiques de volaille et d'oeufs*, vol. 3, n° 3 (23-015-XWF, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Sous *Publications Internet gratuites*, choisissez *Agriculture*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Debbie Dupuis au 613-951-2553 ([debbie.dupuis@statcan.ca](mailto:debbie.dupuis@statcan.ca)) ou avec Bernadette Alain au 902-893-7251 ([bernadette.alain@statcan.ca](mailto:bernadette.alain@statcan.ca)), ou composez sans frais le 1-800-465-1991, Division de l'agriculture. ■

## Nouveaux produits

**Statistiques laitières**, vol. 1, n<sup>o</sup> 3  
**Numéro au catalogue : 23-014-XWF**  
(gratuit).

**Statistiques de volaille et oeufs**, juillet à  
septembre 2006, vol. 3, n<sup>o</sup> 3  
**Numéro au catalogue : 23-015-XWF**  
(gratuit).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

### Pour commander les produits

**Pour commander par téléphone, ayez en main :**

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur,  
composez le : **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître  
l'état de votre compte, composez le : **1 877 591-6963**

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6<sup>e</sup> étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet, écrivez à :** [infostats@statcan.ca](mailto:infostats@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

Le Quotidien  
Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997  
Pour une édition à 9 h-30

**PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS**

- **Transport urbain, 1996** 2  
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de 25,6 minutes en transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5  
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, le niveau de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est amélioré encore une fois relativement faible.

**AUTRES COMMUNIQUÉS**

- **Indice de l'offre d'emploi, mai 1997** 10
- **Énergie sur les anticipations à court terme** 11
- **Aider en termes personnels, semaine se terminant le 31 mai 1997** 11
- **Production d'œufs, avril 1997** 11

**NOUVELLES PARUTIONS** 12

Statistique Canada / Statistic Canada

### Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [listproc@statcan.ca](mailto:listproc@statcan.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.